Le Conseil,

Vu le rapport du 8 janvier 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération en date du 27 septembre 1993, le conseil de communauté a approuvé le dossier de révision générale n° 5 du plan d'occupation des sols de la communauté urbaine de Lyon, secteur nord-ouest.

Ce dossier a fait l'objet de plusieurs procédures de modification qui ont été approuvées par délibérations en date des :

- 24 janvier 1994 pour le territoire de Saint Didier au Mont d'Or,
- 16 mai 1994 pour le territoire des communes d'Albigny sur Saône, Curis au Mont d'Or et Saint Germain au Mont d'Or,
- 3 avril 1995 pour la commune d'Ecully.

Par délibération en date du 22 janvier 1996, le conseil de communauté a prescrit une révision générale communautaire, secteurs "est", nord, nord-ouest, sud-ouest et centre (Lyon et Villeurbanne).

Cette procédure a fait l'objet des arrêtés de mise en oeuvre en date des 10 juin et 22 juillet 1996.

L'ouverture à l'urbanisation des zones classées NA au plan d'occupation des sols est soumise à la concertation préalable telle que définie dans l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.

La croissance urbaine de Marcy l'Etoile a été maîtrisée, depuis plusieurs années, par l'utilisation au plan d'occupation des sols de zones d'urbanisation future phasant dans le temps l'aménagement et la construction des secteurs concernés.

Ainsi, les zones NAe, situées chemin de Grange Neuve et chemin des Eglantines, sont aujourd'hui consommées. Il est temps, pour la commune, d'ouvrir à l'urbanisation la zone NA dite "les Grandes Terres", située entre le CD 30 et le chemin des Pierres Folles, en limite de Sainte Consorce, cette zone NA constituant une réserve pour la construction d'habitat.

En conséquence, la Communauté urbaine doit fixer les objectifs et les modalités de la concertation préalable à l'ouverture à l'urbanisation de la zone NA, lieu-dit "Les Grandes Terres" à Marcy l'Etoile, en accord avec la commune concernée (délibération municipale du 12 décembre 1996).

La mise en oeuvre de cette procédure se déroulera selon les modalités suivantes :

- les documents mis à la disposition du public en mairie de Marcy l'Etoile et au siège de la communauté urbaine de Lyon seront les suivants :
 - . étude de cadrage du site concerné,
 - . cahier de concertation permettant de recueillir les avis et suggestions que toute personne physique ou morale souhaiterait formuler,
 - . tout document qui pourrait, en cours de concertation, se révéler utile à l'information du public,
- elle s'ouvrira le 10 février 1997 et sera close le 1er avril 1997,
- il sera rendu compte du bilan de la concertation au conseil de la communauté urbaine de Lyon ;

B - Propose, conformément à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme, de décider que la procédure de concertation préalable soit engagée pour les objectifs et selon les modalités définies par le présent rapport pour la zone NA "les Grandes Terres" dans la commune de Marcy l'Etoile ;

C - Précise que la délibération sera transmise à monsieur le préfet du département du Rhône et de la région Rhône-Alpes, affichée pendant un mois au siège de la communauté urbaine de Lyon ainsi qu'à la mairie de Marcy l'Etoile, mentionnée dans deux journaux diffusés dans le département ;

Vu le présent dossier ;

Vu les délibérations du précédent conseil en date des 27 septembre 1993, 24 janvier et 16 mai 1994 et 3 avril 1995 ;

Vu sa délibération en date du 22 janvier 1996 ;

Vu les arrêtés de monsieur le président en date des 10 juin et 22 juillet 1996 ;

Vu l'article L 300-2 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal de Marcy l'Etoile en date du 12 décembre 1996 ;

Où l'avis de sa commission urbanisme, habitat et développement social ;

DELIBERE

Décide que la procédure de concertation préalable soit engagée pour les objectifs et selon les modalités définies par le présent rapport pour la zone NA "les Grandes Terres" dans la commune de Marcy l'Etoile.

La délibération sera :

- transmise à monsieur le préfet du département du Rhône et de la région Rhône-Alpes,
- affichée pendant un mois au siège de la communauté urbaine de Lyon ainsi qu'à la mairie de Marcy l'Etoile,
- mentionnée dans deux journaux diffusés dans le département.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,